

ELLES SERONT OPÉRATIONNELLES À PARTIR DE LA RENTRÉE

Des classes préparatoires pour l'accès aux grandes écoles

Notre pays se dirige-t-il vers la création des écoles d'élite ? Certainement. D'après le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, au titre de la rentrée universitaire 2009-2010, les titulaires du baccalauréat avec mention excellent souhaitant poursuivre leurs études dans une Ecole nationale supérieure doivent s'inscrire en classes préparatoires. Après un concours, ces derniers pourront accéder aux grandes écoles.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Les nouveaux bacheliers n'ont pas le temps de se reposer. Les pré-inscriptions débuteront à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 17 du mois en cours. C'est ce qu'a annoncé, hier, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rachid Harraoubia, lors d'une conférence de presse sur la rentrée universitaire prochaine.

Plusieurs mesures ont été mises en place cette année, dira le ministre.

Ainsi, pour la première fois en Algérie, seront créées des écoles, préparatoires. Ce système de

formation préparera les nouveaux lauréats du baccalauréat à poursuivre leur formation, après avoir réussi au concours d'accès aux grandes écoles d'excellence après deux années d'études préparatoires. Ainsi, ils sont 2500 «élites» à pouvoir accéder à ces écoles en septembre prochain.

«Ce système repose sur une formation de très haut niveau et de grande rigueur pédagogique et scientifique», a souligné le ministre. Celles-ci sont réparties en plusieurs domaines notamment en sciences et techniques, sciences économiques,

commerciales et de gestion, architecture et informatique.

Trois villes à savoir Alger, Tlemcen et Annaba vont abriter ces classes. Par ailleurs, parmi les nouveautés de la rentrée prochaine, le ministère de l'Enseignement supérieur a également élaboré une charte du candidat. Celle-ci permettra au bachelier de connaître ses droits et devoirs.

Le candidat, avant d'accéder à sa fiche de vœu, doit introduire son numéro d'inscription au bac. Une fois qu'il a signé, il accède à une page pour introduire son code secret. Cette charte, estime le ministre, permettra d'éviter «les

erreurs du passé», notamment en matière d'orientation. Ainsi, aucune autre personne ne peut remplir une fiche de vœu à part le candidat lui-même.

Soulignons que la prochaine année universitaire sera marquée par l'ouverture du cycle de doctorat du système LMD.

Le secteur accueillera un effectif de 134 981 nouveaux bacheliers dont 57,7 % de filles.

Pour la première fois, un compte de messagerie électronique (@bac09.dz) a été mis à la disposition des bacheliers afin d'intégrer un forum pour poser toutes leurs questions au responsable du secteur.

S. A.

Orientation et inscription des nouveaux bacheliers

- Pré-inscription : 12 au 17 juillet
- Confirmation des pré-inscriptions : 18 au 22 juillet
- Affectation et recours : du 29 juillet au 3 août
- Inscription définitive : du 29 juillet au 6 août.

S. A.



Photo : Samir Sid

Une première en Algérie.

AÉROPORTS

Bientôt des caméras thermiques pour la détection du virus de la grippe porcine

Les conclusions de l'enquête épidémiologique diligentée suite à la confirmation par l'Institut Pasteur d'Alger des deux cas de grippe porcine à Constantine, au début de la semaine dernière, sont rassurantes.

Les analyses des prélèvements opérés sur des sujets de contact dans le cadre de cette enquête ont donné des résultats négatifs et, selon le directeur de la santé et de la population de cette wilaya, le dispositif de prévention aurait bien fonctionné — le virus n'aurait pas eu le temps de se propager.

La maladie s'est donc limitée aux deux cas susmentionnés qui sont complètement guéris et sont sortis après quelques jours d'hospitalisation au niveau de l'établissement public hospitalier El Bire, l'un des deux hôpitaux de référence en matière de prise en charge de la maladie, suivant le dispositif de veille installé en réaction à l'alerte décrétée par le ministère de la Santé.

L'on alterne ainsi le traitement des personnes contrôlées positives au virus A-H1N1, tantôt à El Bire tantôt au CHU de la ville, et ce, pour tester les capacités réactionnelles des équipes mobilisées d'une part, et pour maintenir en alerte les cellules de veille d'autre part. «Nous avons réquisitionné tous les moyens nécessaires et du médicament.

Jusqu'ici, c'est satisfaisant», s'est enfin félicité le DSP de Constantine. Et d'annoncer que bientôt les aéroports qui connaissent une grande affluence, comme celui de Constantine, devront être équipés de «caméras thermiques», un substitut moderne aux thermomètres utilisés, pour pouvoir détecter les maximum de cas suspects présentant les premiers signes de la maladie, la fièvre surtout.

L. H.

JOURNÉE NATIONALE DE LA POPULATION

Investir en la femme, c'est investir durable

Investir dans le développement durable, c'est investir dans «la femme», soit dans la santé reproductive. C'est résolument ce qu'estimaient, hier, les spécialistes de la santé et de la population, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la population à l'Institut national de santé publique.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Les spécialistes ont mis l'accent, durant cette rencontre ayant pour thème «Réagir à la crise économique : investir dans le développement durable», sur la vulnérabilité de la femme face à cette situation. Face à la crise économique-sociale qui va en s'amplifiant, la femme ne risque-t-elle pas d'être «sacrifiée», de perdre ses acquis sur les plans éducatif et sanitaire dans les pays en développement ? C'est pourquoi la santé et les droits des femmes doivent constituer «une priorité politique et une priorité du développement».

D'après Edourd Lindsay, représentant de l'UNFPA, les femmes et les filles représentent la catégorie la plus vulnérable et la plus durement touchée par la crise. Elles s'enfoncent davantage dans la pauvreté et affrontent des risques de santé accrus,



Photo : Samir Sid

La santé et les droits des femmes, une priorité politique.

notamment durant leur grossesse.

Les investissements dans la santé reproductive sont rentables, a-t-il expliqué. Ils conduisent à une réduction considérable des dépenses publiques pour la santé et la réduction du nombre de décès maternels.

Tout en ouvrant les voies du redressement économique, l'investissement-femme permettra une réduction des inégalités, de la pauvreté, et contribuera à la croissance économique.

La priorité actuelle demeure donc la réduction de la mortalité natale et maternelle par une prise en charge de la maman en facilitant l'accès à

la santé reproductive (planification familiale, services de santé maternelle).

Ceci «aide les femmes et les filles à éviter les grossesses non désirées ou précoces, les avortements pratiqués dans des conditions dangereuses, ainsi que les infirmités liées à la grossesse», a soutenu Edourd Lindsay. En conséquence, les femmes jouiront d'une bonne santé, seront plus productives, auront de meilleures chances en matière d'éducation, de formation et d'emploi, dans l'intérêt de tous, a affirmé le conférencier.

Pour sa part, P^r Belkhouja Kissoussi Jeanine Nadja, vice-prési-

dente de l'Association de planning familial, notera que deux grands efforts restent à entreprendre : la bonne prise en charge des grossesses et des accouchements, incluant la santé de la mère et de l'enfant, et le rétablissement de l'éducation sanitaire qui est en recul. Aussi, elle évoquera l'importance du bilan prénuptial. A ce sujet, on notera que le taux de nuptialité est passé de 5,5% pour 1 000 habitants à 8% depuis 2001.

Durant cette même période, une légère remontée de la natalité est constatée, a expliqué ce même professeur.

W. Z.